

Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale, octobre 2021

Principaux messages

- **La fragile reprise se poursuit** : le PIB réel dans la région **Moyen-Orient et Afrique du Nord (MOAN)** devrait augmenter de 4,1 % en 2021 comme en 2022, après la brusque contraction de l'an dernier. Dans la région **Caucase et Asie centrale (CAC)**, le PIB réel devrait augmenter de 4,3 % en 2021 et de 4,1 % en 2022.
- **L'ensemble de la région est en nette progression depuis le début de cette année.** Outre les pays du Conseil de coopération du Golfe, plusieurs pays exportateurs de pétrole et pays émergents (comme l'Azerbaïdjan, la Jordanie, le Kazakhstan et le Maroc) ont bien avancé dans leurs campagnes de vaccination. Les données disponibles pour le premier semestre 2021 indiquent également que la reprise se maintient malgré les nouvelles flambées épidémiques. Les perspectives se sont améliorées pour les pays exportateurs de pétrole à la faveur d'une hausse des cours et d'une diminution progressive des limitations de la production.
- **Cependant, la reprise est inégale et incomplète, et de nouvelles difficultés se font jour** :
 - **Une nouvelle vague pandémique frappe les pays où la vaccination avance lentement.** Les pays à faible revenu et les pays fragiles ou en proie à un conflit comptent sur des initiatives multilatérales pour acquérir des vaccins et ont pris du retard.
 - **L'inflation est en hausse et l'espace de politique macroéconomique se rétrécit** : L'inflation plus élevée réduit les marges de manœuvre de la politique monétaire, ajoutant aux difficultés que pose un espace budgétaire limité. Par ailleurs, la hausse des prix des denrées alimentaires accroît les risques d'insécurité alimentaire, tout particulièrement pour les pays à faible revenu et les pays fragiles ou affectés par un conflit.
 - **La divergence des rythmes de reprise persiste et fait craindre des séquelles économiques durables** : Sur le moyen terme, le PIB réel devrait rester inférieur aux projections d'avant la crise, d'environ 2,4 % dans la région **MOAN** et 6,9 % dans la région **CAC**.
 - **Les inégalités se creusent.** Ce sont les personnes peu qualifiées, les jeunes, les femmes et les travailleurs migrants qui ont le plus souffert de la pandémie, tout comme les entreprises de plus petite taille, en particulier dans les secteurs à forte intensité de contacts.
- **Les risques et les facteurs de vulnérabilité s'accumulent** en raison de l'incertitude accrue quant au délai nécessaire pour surmonter la pandémie. Ces risques incluent : des retards dans les campagnes de vaccination ; un durcissement des conditions financières mondiales ; un retrait trop rapide des mesures de soutien ; une inflation persistante ; des troubles sociaux et des risques géopolitiques et sécuritaires ; ainsi que des chocs climatiques.
- **La région doit remédier à un certain nombre de difficultés majeures** :
 - **Stabilisation de la dette** : L'augmentation des ratios d'endettement et des passifs conditionnels en 2020 a détérioré les perspectives de stabilisation de la dette dans certains pays, plus particulièrement dans les pays où la reprise traîne en longueur, où les taux d'intérêt augmentent, ou bien où l'ajustement budgétaire est retardé.
 - **Faible redressement de l'emploi** : Le taux de chômage moyen dans la région Moyen-Orient et Asie centrale a atteint 10,7 % en 2020 (**MOAN** : 11,6 % ; **CAC** : 8,7 %), bien au-delà des taux observés lors d'autres crises récentes. De plus, l'économie informelle n'a pu amortir le choc, en raison de l'effet des mesures de confinement. En l'absence de réformes ambitieuses, pour stabiliser le chômage, la croissance pourrait devoir atteindre près de 10 % dans certains pays du groupe **MOAN**, *Afghanistan* et *Pakistan*, et plus de 8 % dans certains pays du groupe **CAC**.
 - **Impact sur le secteur des entreprises** : Le secteur des entreprises a renoué avec les niveaux pré-pandémiques, mais les entreprises de plus petite taille et celles des secteurs à forte intensité de contacts ont accumulé des retards. Les entreprises dotées de capacités numériques et celles qui, avant la crise, affichaient des fondamentaux solides et disposaient de réserves de liquidités, ont été en mesure d'atténuer en partie l'impact de la pandémie. En fonction de la vigueur de la reprise et des mesures de

soutien, 15 à 25 % des entreprises devraient être restructurées ou liquidées, ce qui pourrait avoir des répercussions sur leurs banques et entraver la fourniture de crédit durant les années à venir.

- **Arbitrages de politique publique** : De nombreux pays auront à faire de difficiles arbitrages de politique publique pour gérer la pandémie, d'autant plus que les marges de manœuvre se sont amenuisées tant sur le plan budgétaire que monétaire. Pour assurer une reprise aussi efficace que possible, les politiques publiques doivent être globales et tirer parti des synergies.
 - *Vaccins* : Accélérer l'acquisition et la distribution de vaccins reste la priorité absolue à court terme pour sauver des vies, favoriser la reprise et éviter que les écarts ne se creusent. Une forte coopération mondiale et régionale sera indispensable pour réaliser l'objectif de vacciner au moins 40 % de la population de la région d'ici la fin de l'année et 70 % d'ici mi-2022.
 - *Soutien budgétaire* : Les mesures de soutien supplémentaires devront être bien ciblées et leur retrait dans les pays disposant de plus d'espace budgétaire devrait être progressif et clairement communiqué. Les pays ne disposant pas d'espace budgétaire devront s'ajuster malgré la fragilité de la reprise, ce qui montre l'importance de la qualité et de la composition de l'ajustement.
 - *Soutien monétaire* : Si l'inflation vient à persister, les banques centrales devront peut-être relever préventivement les taux d'intérêt afin de maintenir l'ancrage des anticipations inflationnistes.
 - *Cadres de politique macroéconomique* : Il conviendra d'améliorer le cadre de l'action publique pour limiter les arbitrages. Tout ajustement budgétaire devrait s'inscrire dans un plan budgétaire à moyen terme réaliste qui veille clairement à assurer la viabilité de la dette. En améliorant leurs cadres monétaires et en appliquant des stratégies de communication claires, les pays renforceront leur crédibilité et pourraient répondre de façon plus efficace à la hausse de l'inflation.
 - *Politiques financières* : Un retrait progressif du soutien au secteur financier, attentif à éviter les faillites tout en réservant l'appui aux entreprises viables, est essentiel pour stimuler le secteur privé.
 - *Marchés du travail* : Il sera essentiel d'encourager la réaffectation de la main-d'œuvre une fois que la reprise aura pris racine, notamment en modernisant les services publics de l'emploi et en développant la formation professionnelle, tout particulièrement pour les jeunes et les femmes. Les marchés du travail doivent pouvoir réagir davantage à la croissance ; il convient à cet effet de mener des réformes visant à réduire la sphère informelle, rationaliser l'emploi dans le secteur public et atténuer la charge réglementaire qui pèse sur les entreprises.
- **Se préparer à ouvrir un nouveau chapitre en investissant dans une reprise transformatrice** : Sur le plan positif, cette crise donne l'occasion de passer à un modèle de développement qui mènera à une croissance résiliente, durable, inclusive et plus écologique.
 - *Réduire le rôle de l'État* : Recentrer l'action de l'État sur la santé, l'éducation et le développement des dispositifs de protection sociale. En parallèle, il est essentiel de revoir en profondeur la finalité des entreprises publiques et leur gouvernance, ainsi que de réformer la réglementation pour promouvoir le jeu de la concurrence. Ceci permettrait de recenser et de réduire les risques budgétaires tout en favorisant l'innovation et la croissance dans le secteur privé.
 - *Exploiter les tendances mondiales* : Le déploiement à plus grande échelle des technologies numériques, qui ont joué un rôle majeur dans la réponse à la crise, faciliterait la mise en place de dispositifs de protection sociale, contribuerait au développement de nouveaux secteurs porteurs et permettrait à la région de rester compétitive sur la scène mondiale.
 - *S'attaquer au changement climatique* : Investir dans des technologies adaptées aux changements climatiques permettra de répondre à une menace existentielle et de créer de nouvelles opportunités d'emploi, mais nécessitera une action urgente des pouvoirs publics et une coopération à l'échelle régionale.
 - *FMI* : Outre l'assistance technique et les conseils qu'il fournit, le FMI a, depuis le début de la pandémie, soutenu ses pays membres dans la région à hauteur de 20 milliards de dollars, et a procédé à une allocation de droits de tirage spéciaux qui augmente les réserves de la région de 49,3 milliards de dollars, ce qui aidera ces pays à mieux gérer les arbitrages qu'ils auront à faire.